

L'APEL est en crise

Author : Maximilien Bernard

Categories : [En Une](#), [Identité catholique](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#), [Rôle des laïcs](#)

Date : 25 mai 2016



Après les quelques gros établissements scolaires qui ont rompu leurs liens avec l'Association des Parents de l'Enseignement Libre, la crise gronde en interne. Au point que deux candidatures alternatives ont fait leur apparition pour tenter de se faire entendre au congrès national de l'Apel, le 3 juin, à Marseille. Le thème du 19^e congrès national de l'Association des parents de l'Enseignement libre est intitulé «?Pourquoi l'école???». Il pourrait s'intituler "Pourquoi l'Apel soutient la réforme ?" voire «?Pourquoi l'Apel???».

Situation inédite dans l'histoire du mouvement?: [trois binômes se présentent](#) à la présidence de l'Apel nationale, dont l'équipe en place, la présidente **Caroline Saliou** et son vice-président **Jean-François Hillaire**. Candidate à sa succession, elle défend son bilan sans

même évoquer la crise actuelle. Les candidatures alternatives ont peu de chance d'aboutir, dans cette organisation très verrouillée où le mécanisme est fondé sur de grands électeurs?: les présidents d'Apel académiques, eux-mêmes promus pour leur conformité à la ligne du bureau national. Mais elles auront droit à quinze minutes sur l'estrade pour s'exprimer.

Aymeric Le Clere (engagé à l'Apel de Stanislas à Paris) brigue le poste de président, avec **Philippe Abadie** (président de l'Apel du primaire de l'Immaculée-Conception à Pau) comme vice-président. Coordinateur de l'équipe de l'Apel Stanislas qui a rédigé un rapport d'analyse sur la réforme présenté à l'Apel nationale en janvier, Aymeric Le Clere a décidé cette démarche individuelle

«?devant l'absence de réponse de fond à cette présentation et suite aux interrogations remontant de toutes parts?», révélant à ses yeux «?une crise de fonctionnement d'une organisation aux missions de laquelle je crois beaucoup. L'objectif est de susciter un changement de méthode et un renouvellement fort à la tête du mouvement pour restaurer sa crédibilité auprès des familles et qu'elles en mesurent davantage l'intérêt. L'Apel nationale court le risque de l'éclatement si le pluralisme de ses adhérents n'est pas pris en compte?».

«?Ma génération est partagée entre la volonté de s'engager et le manque de disponibilité et d'envie d'aller dans les grosses structures. C'est pourtant aussi notre responsabilité?: on ne peut pas se plaindre des structures si on ne s'y investit pas?», conscient que «?beaucoup disent "On a essayé, ça n'a pas marché et c'est pour ça qu'on veut partir". Je comprends cela, et ce qui s'est passé à Lyon [après les Maristes et les Chartreux, un troisième établissement a quitté l'Apel nationale fin avril, le centre scolaire Saint-Thomas-d'Aquin, Ndlr] a clairement eu valeur de réveil pour nous. Toutes ces démarches se complètent, peuvent se nourrir. Mais nous voulons continuer d'essayer de travailler au sein de l'Apel, donner une nouvelle chance au fait que d'autres voix peuvent y être entendues. Tels le levain dans la pâte, soyons aussi vigilants à ne pas rester trop entre nous, certes plus rassemblés et cohérents, mais parfois aussi moins rassembleurs.?»

«?Comment une association qui est le partenaire de l'Enseignement catholique porte-t-elle vraiment le projet de l'école chrétienne auprès des parents, croyants ou non, dans le respect de chacun?? Et comment met-on en avant ce qui fait la spécificité de l'éducation chrétienne, du sens chrétien de la vie???»

Christophe Simon, membre du bureau national de l'Apel depuis 2012, et **Paul Gaudin**, président de l'Apel Aquitaine, se présentent également. Ils alertent déjà sur la nécessité de «

partir des attentes reconnues des familles, plutôt que des perceptions d'un cercle restreint?», évoquant les aspects financiers?: palettes de documents obsolètes jetés à chaque rentrée, envoi automatique et non ciblé du magazine Famille & éducation, manque d'information sur le prélèvement des cotisations... Il s'étonne que ses demandes répétées d'avoir accès au grand livre détaillé des comptes de l'association n'aient pas pu aboutir et lui aient valu des pressions... Christophe Simon déclare :

«?Quand on est l'unique association pour représenter l'ensemble des parents, il faut se donner les moyens d'exercer cette responsabilité en prenant mieux en compte les attentes et l'avis des familles. Nous devons également être en mesure de publier des chiffres clairs avec la part des charges fixes et de la redistribution des cotisations comme le font les organisations d'utilité publique. Chaque adhérent doit savoir précisément où va sa cotisation. Nous nous engageons à ce qu'une proportion plus importante de celles-ci retourne aux établissements. Par exemple en permettant de maintenir ou de recruter un professeur dont la discipline va pâtir de la réforme du collège, mais aussi en aidant les parents aux faibles moyens. On ne peut pas non plus demander toujours plus d'argent aux parents.?»

Christophe Simon souhaite aussi créer un laboratoire d'idées rassemblant des personnalités fortes, capables de débattre et d'assumer leurs divergences de vues, en s'engageant à «?travailler avec tout le monde?».

«?Quand je dis cela, on me répond?: "Tu vas diviser", mais je suis profondément convaincu du contraire?: quand on est trop monochrome et centralisé, on ne peut plus dire qu'on représente tout le monde.?»

Il insiste aussi sur la nécessité de ne pas mettre sous le tapis les sujets de friction avec l'État, comme le prix de la restauration scolaire?:

«?Ce n'est pas normal qu'il y ait autant d'inégalité entre le public et le privé, et cela pénalise en premier les familles les moins favorisées?!?»

«?Les nouveaux parents posent des questions, ils demandent?: "Mais pourquoi c'est comme ça??" Nous arrivons à la fin d'un cycle, il faut faire autrement. On ne peut pas se contenter de minimiser ce qui se passe, c'est dangereux pour l'unité du mouvement. Trois établissements scolaires sont sortis, c'est grave. D'autres sortiront si on continue à faire comme si de rien n'était.?» «?Je fais appel à leur réflexion?: où veulent-ils emmener l'Apel?? Si l'ancienne équipe passe, ça veut dire qu'ils ne veulent pas le changement.?»

Une autre association de parents d'élèves est dans les cartons, malgré le statut de l'Enseignement catholique où seules les Apel sont reconnues. **Frédéric Majau**, issu de l'Apel Yvelines, et **Jérôme Malcouronne**, ancien président de l'Apel Paris, viennent de monter Parents pour l'école, «*une association chrétienne qui veut faire exister au sein de l'Enseignement catholique la voix des parents attachés à l'anthropologie chrétienne, à la liberté éducative et à la transmission des savoirs?*». Ils ont créé l'association avec des Lyonnais?: **Philippe Laporte**, le président de l'Association des parents d'élèves de Sainte-Marie Lyon (dissidente de l'Apel nationale), et **Olivier Gosset**, professeur de Lettres en collège et lycée et parent d'élèves.

De son côté, l'enseignement réellement libre poursuit son bonhomme de chemin et vient, à son tour de créer son association de parents : la [Fédération des Parents d'Elèves des Ecoles Indépendantes](#), qui compte déjà plusieurs milliers d'adhérents.